

Que faisait à Londres Benalla avec un fiché S, proche du voyou Djouhri ?

écrit par Marcher sur des oeufs | 19 septembre 2018

Les deux hommes, aperçus peu avant 19 heures en gare de Saint-Pancras, à Londres, ont pris l'Eurostar ensemble. Une note rédigée par la police aux frontières (PAF) précise que « *leurs attitudes laissent entendre qu'ils se connaissent. Ils discutent ensemble* ». La PAF a alerté la Direction générale de la police nationale, qui a prévenu Collomb, lequel a sonné Jupiter. Et Benalla s'est fait souffler dans les bronches. Fichu sparadrap !

Illustration : Ahmed Alexandre Djouhri, interpellé en 1981 pour vol à main armée dans l'attaque d'une bijouterie ([Mediapart](#))

INFO - Alexandre Benalla a voyagé à Londres le 5 sept dernier en compagnie d'un individu fiché S proche du sulfureux homme d'affaires Alexandre Djouhri. Benalla et le fiché S ont pris l'Eurostar ensemble. Selon la PAF, ils semblaient se connaître. (C. Enchaîné – en kiosque)

Selon le « Canard Enchaîné », l'ancien chargé de mission à l'Elysée s'est rendu à Londres avec un proche d'Alexandre Djouhri.

La saga Benalla se poursuit dans « Le Canard enchaîné » à paraître ce mercredi 19 septembre, [jour de son audition par les sénateurs](#) dans le cadre de la commission d'enquête chargée de faire la lumière sur le rôle de l'ancien chargé de mission à l'Elysée. **Et cette fois-ci, l'ex-conseiller d'Emmanuel Macron est épinglé pour un mystérieux voyage à Londres, « en compagnie d'un individu fiché S, proche du sulfureux homme d'affaires Alexandre Djouhri ».**

Ce voyage remonte au 5 septembre dernier, et des observations de la PAF consultées par l'hebdomadaire satirique indiquent que l'attitude des deux hommes aperçus ensemble en gare de Saint-Pancras à Londres « *laisse entendre qu'ils se connaissent. Ils discutent ensemble* », lit-on.

Par ailleurs, le syndicat de policiers Vigi-MI s'étonne de son côté que la voiture de service d'Alexandre Benalla n'aie pas été perquisitionnée, et que son téléphone portable n'aie pas été saisi ni « ausculté ».

« Même Nicolas Sarkozy n'a pas eu le droit à tant d'égards ! », ironise le « Canard Enchaîné ».

Lors de la perquisition au domicile d'Alexandre Benalla le 20 juillet dernier à Issy-les-Moulineaux, les limiers du BRDP n'ont pas non plus trouvé pas le fameux coffre-fort personnel du locataire censé contenir les armes d'Alexandre Benalla. Ce dernier a affirmé avoir demandé à un ami de les déplacer.

<https://www.nouvelobs.com/politique/20180918.0BS2570/alexandre-benalla-aperçu-a-londres-avec-un-individu-fiche-s.html>

Les deux hommes, aperçus peu avant 19 heures en gare de Saint-Pancras, à Londres, ont pris l'Eurostar ensemble. Une note rédigée par la police aux frontières (PAF) précise que « *leurs attitudes laissent entendre qu'ils se connaissent. Ils discutent ensemble* ». La PAF a alerté la Direction générale de la police nationale, qui a prévenu Collomb, lequel a sonné Jupiter. Et Benalla s'est fait souffler dans les bronches. Fichu sparadrap !

11:02 - 18 sept. 2018

1 536 Retweets 784 J'aime



57 1,5 k 784



Carcharodon Carcharias @CarcharodonC · 12 h

En réponse à @Brevesdepresse

Résumons les éléments connus à ce jour: makao: l'ancien garde du corps était pote avec jawad le logeur des daechiens, déjà condamné pour meurtre. Benalla aurait recruté ce makao dont les fréquentations n'ont pas éveillées la méfiance. Et là, benalla se promène avec un fiché S...

4 16 26



Carcharodon Carcharias @CarcharodonC · 12 h

Cette affaire benalla n'est pas qu'une histoire de cul. C'est bien au delà et bien plus grave j'ai l'impression.

Captur d'écran du site « [Brèves de presse](#) »

Dossier libyen: vers une extradition d'Alexandre Djouhri par

Le Royaume-Uni?

L'homme d'affaires franco-algérien Alexandre Djouhri est de nouveau devant les juges britanniques. Figure clé dans l'enquête sur les soupçons de financement libyen de la campagne de l'ex-président Nicolas Sarkozy en 2007, les autorités françaises réclament son extradition.

Arrêté en janvier à l'aéroport d'Heathrow à la suite d'un mandat d'arrêt européen émis par la justice française, **Alexandre Djouhri** avait été libéré contre paiement d'une caution de 1,13 million d'euros. Son audience d'extradition avait été repoussée au 9 juillet et il est depuis assigné à résidence et sous contrôle judiciaire.

Alexandre Djouhri détient de nombreuses connexions au sein des réseaux politiques en Europe et en Afrique et est soupçonné d'avoir été le lien entre Nicolas Sarkozy et l'ancien président libyen Mouammar Kadhafi et son fils Saïf al-Islam.

La justice française enquête sur le **financement occulte** de la campagne de Nicolas Sarkozy depuis 2013 et réclame l'extradition du franco-algérien qui avait réussi jusqu'alors à se soustraire à la justice. Il est recherché pour utilisation de faux documents, corruption active d'un agent public étranger, et de complot en vue de détourner des fonds publics ainsi que trois accusations de blanchiment d'argent.

<http://www.rfi.fr/europe/20180708-alexandre-djouhri-extradition-royaume-uni-france-nicolas-sarkozy>



L'homme d'affaires franco-algérien Alexandre Djouhri, le 23 avril 2014, au Parc des Princes, à Paris.

REUTERS/ Benoit Trezier

Fiche Wikipedia d'Alexandre Djouhri :

Alexandre Djouhri, né Ahmed Djouhri le 18 février 1959 à Saint-Denis en Seine-Saint-Denis, est un homme d'affaires français.

Sa famille, originaire d'Algérie, s'est installée à Saint-Denis puis à Sarcelles dans les années 1950¹.

Ahmed Djouhri est initié aux affaires par André Tarallo, l'ancien dirigeant d'Elf. À la fin des années 1990, Alexandre Djouhri est recruté par Vivendi Environnement (devenu Veolia). Il est décrit comme un « ami personnel » de son président Henri Proglio².

Faits divers

- En 1981, Alexandre Djouhri est interpellé pour vol à main armée dans l'attaque d'une bijouterie. Faute de preuve à charge, il n'est pas mis en examen.

- En 1986, il est la cible d'une tentative d'assassinat. Son associé de l'époque, David Tordjman, proche du milieu franco-tunisien, gérant en sous-main de plusieurs discothèques parisiennes, a été victime en 1985 d'une tentative d'assassinat. Un rapport de synthèse de la brigade criminelle indique que « les événements violents qui sont intervenus par la suite semblent indiquer qu'un contentieux important oppose le clan Tordjman-Djoughri à une autre bande », et que « Djoughri Ahmed, plus communément appelé "Monsieur Alexandre", individu de moralité douteuse et dont les activités paraissent aussi lucratives qu'obscurées, ne pouvait ignorer qu'il était la cible de tueurs ».
- En décembre 2005, Djoughri est mis en examen après avoir déclenché un pugilat dans l'hôtel Georges-V, agressant avec l'aide d'autres intervenants son concurrent Mohamed Ajroudi, lors d'une réunion concernant Veolia.
- Selon le journaliste Pierre Péan, Djoughri aurait été mêlé à la tentative de meurtre d'un concurrent, l'homme d'affaires Ziad Takieddine.
- *L'Express* du 9 mars 2010 affirme que Djoughri aurait été l'expéditeur de menaces de mort à l'encontre du conseiller juridique de Nicolas Sarkozy, Patrick Quart.

Vie privée

Selon le journaliste Olivier Drouin du magazine *Capital*, son fils Germain Djoughri a épousé la fille d'un proche de Vladimir Poutine, Sergeï Tchemezov, homme-clé du complexe militaro-industriel russe Rostekhnologii. Germain Djoughri résiderait à Londres et serait proche de Jean Charles Charki, gendre de Claude Guéant

https://fr.wikipedia.org/wiki/Alexandre_Djoughri

Direct : Suivez l'audition d'Alexandre Benalla devant la commission d'enquête du Sénat

Ce mercredi, en auditionnant Alexandre Benalla, la commission d'enquête cherche à savoir comment un chargé de mission « qui ne s'occupait pas de mission de sécurité » disposait d'un permis de port d'arme et était présent parmi les forces de l'ordre, le 1er mai ? C'est cette contradiction qui ressort des 21 précédentes auditions (voir notre article).

La semaine dernière, Alexandre Benalla a considéré que les membres de la commission d'enquête du Sénat « étaient des petites personnes. Qui n'ont aucun droit, et aucun respect pour la République française et la démocratie ». Des propos qui ne l'ont pas empêché d'accepter rapidement la convocation du Sénat. Une convocation qui a provoqué des remous au sein de la Haute assemblée au point de voir des sénateurs LREM annoncer leur boycott, au motif que l'audition d'Alexandre Benalla constituait une « opération de communication qu'une recherche effective de la vérité ».

Une audition à suivre sur Public Sénat, dans le cadre d'une émission spéciale à partir de 7 heures. Au programme : duplex décryptages en plateau et bien sûr trois auditions diffusées en direct : Alexandre Benalla à 8h30, Vincent Crase, employé LREM, gendarme réserviste présent le 1^{er} mai, place de la Contrescarpe à 10h30. Et à midi Yann Drouet, l'ancien chef de cabinet du préfet de police de Paris clôturera les travaux de la commission d'enquête pour la journée.

...

8h30. La commission d'enquête du Sénat refuse la demande de huis clos de Vincent Crase

On avait appris ce matin la demande de huis clos de Vincent Crase, auditionné par la commission d'enquête du Sénat sur l'affaire Benalla ce mercredi. Cette dernière l'a refusée, quelques minutes avant le début des auditions.

8h05. Demande de huis clos par Vincent Crase : « C'est encore probablement une pression de l'Elysée » Esther Benbassa

Le huis clos demandé au Sénat par Vincent Crase pour son audition, sur laquelle la commission va statuer, n'est pas apprécié par la sénatrice EELV Esther Benbassa. « *Je ne suis pas d'accord pour le huis clos* » affirme-t-elle sur Public Sénat. « *Ça ne le protège en rien* ».

« *C'est encore probablement une pression de l'Elysée* » selon la sénatrice de Paris. « *Et j'espère que notre commission ne va pas exploser à la suite d'un quelconque différend* » ajoute Esther Benbassa. Car certains, au sein de la commission d'enquête, peuvent être favorables au huis clos. « *Moi, ce n'est pas mon cas* » affirme la sénatrice.

7h20. « Nous devons la vérité aux Français », déclare Patrick Kanner

« *Nous avons souhaité que ces auditions soient publiques depuis le début. Nous devons la vérité aux Français ou en tout cas contribuer à faire émerger cette manifestation de la vérité* », a-t-il ajouté.

<https://www.publicsenat.fr/article/parlementaire/direct-suivez-l-audition-d-alexandre-benalla-devant-la-commission-d-enquete-du>



Alexandre Benalla assure n'avoir « *jamais été le garde du corps d'Emmanuel Macron* » ([en direct sur France Info](#))